

**Arrêté préfectoral n°213-DDPP-25 mettant en demeure de respecter les dispositions de
l'arrêté préfectoral n° 120-DDPP-18
Société SOGRAP – Lieudit le Plateau à Parigny (42120)**

Le Préfet de la Loire

Vu l'article L-171-8 du titre VII – chapitre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°406-DDPP-23 du 13 octobre 2023 instituant des prescriptions spéciales ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°120/DDPP/18 du 16 mars 2018 autorisant la société LES CARRIÈRES DU ROANNAIS à exploiter une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de Parigny, lieu-dit « La Plateau » et notamment ses articles 7.1.1.2 et 7.1.2.5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2023 n°451-DDPP-51 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société SOGRAP dont le siège social est situé 1140 allée Barlotti – 42720 VOUGY ;

Vu l'inspection du 10 juin 2025 et le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 16 juin 2025 ;

Vu le rapport du 16 juin 2025 de l'Inspection des installations classées établi à la suite du contrôle réalisé sur site le 10 juin 2025 et les constats effectués lors de ce contrôle ;

Vu le projet d'arrêté et le rapport d'inspection du 16 juin 2025 transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT le non-respect du périmètre d'autorisation au niveau de la parcelle cadastrale 366 ;

CONSIDÉRANT l'absence de bornes dans l'angle nord du périmètre d'autorisation au niveau de la parcelle 366 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire

ARRÊTE

Article 1

La société **SOGRAP** est mise en demeure, pour son exploitation située à Parigny, lieu-dit «La Plateau » de respecter :

Sous un délai de 6 mois :

1°) les dispositions prévues à l'article 7.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2018 en mettant en place des bornes suffisamment visibles en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état ;

2°) les dispositions prévues à l'article 7.1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2018 en rétablissant une distance de sécurité de 10 mètres minimum.

Article 2 – Sanctions encourues

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du code de l'environnement susvisé.

Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Parigny et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction Départementale de la protection des populations ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le sous-préfet de Roanne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de la commune de Parigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Saint-Étienne, le

01 AOÛT 2025

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- Mairie de Parigny
- Sous-Préfecture de Roanne
- DREAL
- Archives
- Chrono

